**Appel du Comité International de la Croix-Rouge
aux Belligérants en faveur des Officiers prisonniers**

Genève, 10 octobre 1917.

A la suite des visites que les délégués du Comité International ont faites aux camps d'officiers prisonniers, et sur le vu de nombreuses lettres concordantes, le Comité croit devoir attirer l'attention des belligérants sur la question suivante.

Dans la plupart des pays où se trouvent des officiers en captivité, ceux-ci se plaignent du manque de liberté, en particulier de l'impossibilité de prendre de l'exercice, ce qui serait nécessaire à leur santé. L'exercice à la portée de tout le monde, c'est la marche, la promenade, à laquelle beaucoup de ces prisonniers désireraient pouvoir se livrer. Mais, dans un grand nombre de camps, et surtout dans les forts, l'espace accordé aux officiers prisonniers pour se promener est un étroit préau, souvent entouré de murs. Ou si de temps en temps on leur fait faire une promenade, c'est sous la garde de soldats, le fusil chargé. Souvent les officiers, trouvant cette manière de faire offensante, ont renoncé plutôt à la promenade.

Pour remédier à cette condition fâcheuse, plusieurs ont demandé, et cette demande paraît au Comité parfaitement justifiée, que leur gouvernement les autorisât à donner leur parole de ne pas profiter de la promenade pour tenter de s'évader. Il nous semble que les gouvernements pourraient, sans inconvénient et sans danger, leur accorder leur requête. S'ils étaient nombreux, ils pourraient être accompagnés dans leur promenade par des officiers du pays capteur, qui exerceraient une surveillance générale ; mais ils n'auraient plus l'impression de marcher entre des gendarmes. D'ailleurs la parole d'un officier doit être une garantie plus efficace que l'œil d'une sentinelle.

Il serait entendu cependant que cette parole ne serait donnée que pour la promenade, et ne lierait l'officier ni avant, ni après.

Nous venons donc intercéder auprès des gouvernements en faveur de leurs officiers prisonniers, et les prier, d'une part de leur donner l'autorisation de s'engager sur parole à ne pas s'évader pendant la promenade, et d'autre part de considérer cette parole comme suffisante pour épargner aux officiers une surveillance blessante et pour leur donner une certaine liberté.

On nous a fait observer qu'il y avait à cela un danger, celui de l'hostilité des populations. Mais nous ne pouvons croire que cette hostilité, qui s'est peut-être manifestée ici et là, lorsque la foule a vu, pour la première fois, des uniformes ennemis, persiste à la longue, lorsqu'il s'agit de prisonniers établis depuis des semaines et des mois, et à la vue desquels on est habitué. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à prier les gouvernements de prendre cette mesure, qui constituerait une amélioration bienvenue dans les conditions de vie d'un grand nombre d'officiers.

Au nom du Comité International de la Croix-Rouge :

Adolphe D'ESPINE,	Edouard NAVILLE,
<i>Vice-président,</i>	<i>Président par intérim.</i>

Nouvelle répartition de fonctions au sein du Comité International

M. Ed. Naville, vice-président du Comité International et chargé de la direction de l'Agence internationale, ayant désiré recevoir le titre de *Président par interim*, le Comité, dans une séance tenue le 11 octobre 1917, sous la présidence de M. G. Ador, s'est déclaré d'accord pour lui donner satisfaction, étant bien entendu que M. G. Ador conserve son titre de Président du Comité International et que sa situation à la tête du Comité reste intacte.

M. le professeur D'Espine garde son titre et, en sa qualité de plus ancien vice-président, signera, avec M. Naville, les circulaires et les appels du Comité.